

124/2020

8 Octobre 2020

*Blanca Garrido Martín **

Le contexte migratoire dans la République du Mali et le rôle de l'Ombudsman pour les droits des migrantes

[Visiter la WEB](#)

[Recevoir BULLETIN ÉLECTRONIQUE](#)

Le contexte migratoire dans la République du Mali et le rôle de l'Ombudsman pour les droits des migrantes

Résumé :

La République du Mali est située dans l'un des points de communication les plus stratégiques avec le Maghreb. Sa position frontalière avec sept pays et l'impossibilité de gouverner l'ensemble du territoire à cause du conflit armé en font un point central pour entamer le voyage vers l'Europe. En tant que pays de tradition migratoire, il valorise le voyage et glorifie les migrants. Cependant, les migrants doivent prendre des grands risques aussi bien sur les routes migratoires que pour les destinations. Le Médiateur ou Ombudsman a été créé pour contrôler les institutions publiques en l'absence du chef de l'État. Cette figure a évolué jusqu'à promouvoir et protéger les Droits de l'Homme. Actuellement, ses fonctions ont été développées afin de traiter également les droits des migrants. En Afrique de l'Ouest, malgré les violations et agressions constantes dans ces routes migratoires, les institutions de promotion et de protection des Droits de l'Homme ont encore un long chemin à parcourir. Au Mali, la difficulté est encore plus grande en raison de la gravité de sa crise interne.

Mots-clés :

Afrique de l'Ouest, Mali, migration, personnes déplacées, Droits de l'Homme, Ombudsman.

***NOTE :** Les idées contenues dans les **Articles d'Opinion** sont la responsabilité de leurs auteurs, sans nécessairement refléter la pensée de l'IEEE ou du Ministère de la Défense.

El contexto migratorio en la República de Mali y el rol de la Defensoría del Pueblo en los derechos de los migrantes

Resumen:

La República de Mali se encuentra en uno de los puntos más estratégicos de comunicación con el Magreb. Su posición fronteriza con siete países y la imposibilidad de gobernar la totalidad del territorio debido al conflicto armado lo sitúa como un foco clave para comenzar el viaje a Europa. Como país de tradición migratoria, enaltece el viaje y glorifica a los migrantes. No obstante, estos tienen que correr fuertes riesgos tanto en las rutas migratorias como en los lugares de destino. El Defensor del Pueblo se creó con ánimo de vigilar las instituciones en ausencia del jefe de Estado. Esta figura fue evolucionando hasta promocionar y proteger los Derechos Humanos. Actualmente, sus atribuciones se han desarrollado hasta atender también los derechos de los migrantes. En África del Oeste, a pesar de las violaciones y agresiones constantes en estas rutas migratorias, las instituciones de promoción y protección de los derechos humanos aún tienen un largo camino que recorrer. En Mali, la dificultad es aún mayor debido a la gravedad de su crisis interna.

Palabras clave:

África Occidental, Mali, migración, desplazados internos, derechos humanos, Defensor del Pueblo.

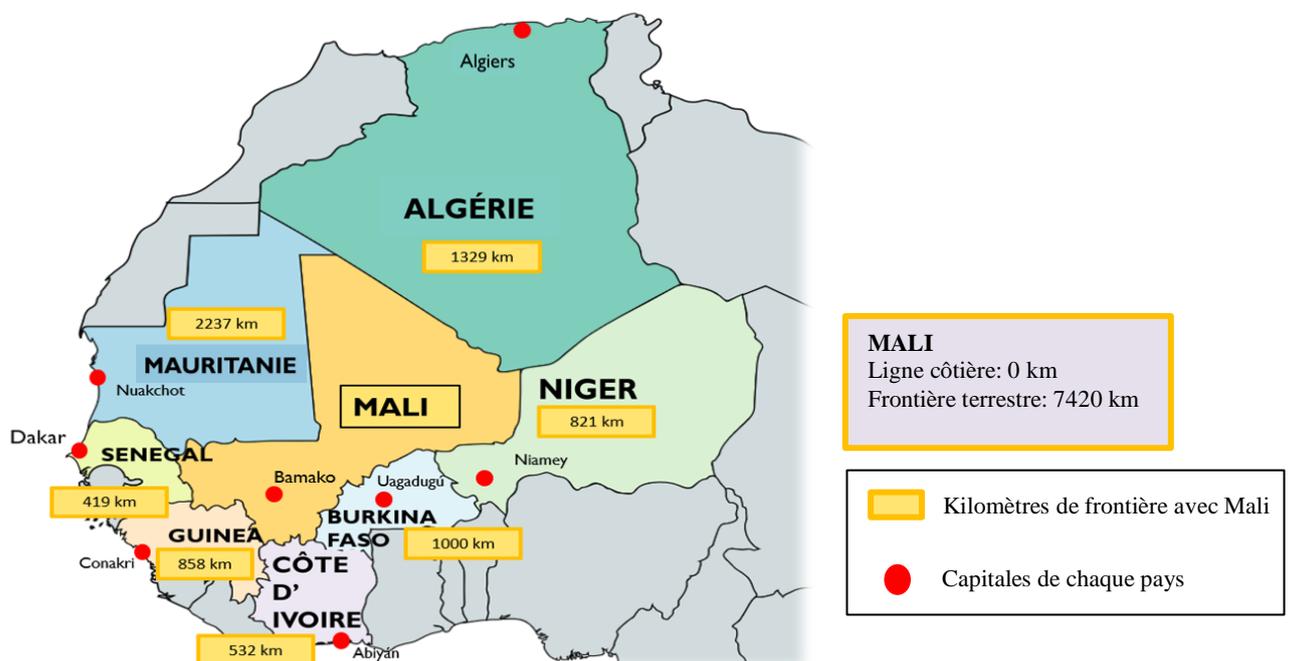
Comment citer ce document :

GARRIDO MARTIN, Blanca. *Le contexte migratoire dans la République du Mali et le rôle de l'Ombudsman pour les droits des migrants*. Article d'Opinion IEEE 124/2020.
http://www.ieeee.es/Galerias/fichero/docs_opinion/2020/DIEEEO124_2020BLAGAR_Mali-FR.pdf
et/ou [lien bie³](#) (consulté jour/mois/année)

Introduction

L'Afrique de l'Ouest est une région caractérisée par un nombre élevé de personnes déplacées et de migrants. Malgré la création d'une zone de libre circulation entre les pays membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 1979, des discriminations, des violations et des attaques continuent d'être commises aux frontières. Dans ce contexte, il existe deux options pour la migration : soit par des routes principales caractérisées par les abus des autorités ; soit par des routes secondaires où existent des groupes armés et des réseaux criminels.

La République du Mali est, actuellement, située dans l'un des points de communication les plus stratégiques avec le Maghreb. Bien qu'il soit le troisième producteur d'or au monde, le Mali dépendant énormément de l'aide étrangère et des transferts de fonds. La situation d'instabilité politique et les conséquences de la guerre ont créé un parfait vide de contrôle pour les migrations vers l'Europe, ainsi que les mouvements de milliers de personnes déplacées. Le Mali est, également, un pays avec une longue tradition de migration. Un facteur qui ne s'aborde pas normalement est la culture du voyage en tant que passage de l'enfance à la jeunesse.



Carte 1. Carte représentative des frontières avec la République du Mali.

Élaboration propre au travers d'information extraite du Ministère des Affaires Étrangères.

En ce qui concerne la politique migratoire malienne, il n'y avait aucun contrôle des migrations avant le coup d'État de 2012. Cependant, l'insécurité sur les routes et la pression de l'Union Européenne ont incité le gouvernement malien à élaborer une Politique Nationale de Migration (PONAM) en 2014, qui vise la protection et la sécurité des migrants et l'appui à l'intégration des rapatriés.

Depuis la résolution 33/46 de 1978 sur les Institutions Nationales pour la Promotion et la Protection des Droits Fondamentaux, les Nations Unies recommandent aux pays de mettre en place et développer telles institutions. En 1993, l'Alliance Mondiale des Institutions Nationales des Droits de l'Homme, GANRHI, a été créée. Elle se divise en régions géographiques. En Afrique, c'est le Réseau des Institutions Nationales Africaines des Droits de l'Homme, le RINADH, qui coordonne et guide les institutions nationales sur le territoire africain. En raison de la gravité concernant les violations des droits des migrants dans leur voyage à travers l'Afrique, à la suite du Pacte Mondial sur les Migrations en 2018, le RINADH a décidé de créer un groupe de travail pour obtenir une réponse pour la protection et la promotion des droits des migrants.

Concernant la République du Mali, l'institution chargée de la promotion et de la protection des Droits de l'Homme est la Commission Nationale des Droits de l'Homme, renouvelée en 2016. Cette Commission reçoit des conseils d'autres institutions des Droits de l'Homme. Elle reçoit également des fonds de l'État, bien que son principal financement provienne de l'aide étrangère comme l'Union Européenne ou d'autres agences de coopération étrangère.

Ce document analyse le rôle de l'institution nationale compétente dans la promotion et la protection des Droits de l'Homme en ce qui concerne les migrants.

Situation socio-politique et contexte migratoire au Mali

Le territoire malien situé en Afrique de l'Ouest couvre trois zones géographiques distinctes : la zone soudanaise, la zone sahélienne et la zone saharienne. Cela a donné lieu à différentes implantations de populations et de nombreux groupes ethniques¹. La

¹ BALLO. M. *Migration au Mali : Profil National 2009*. OIM. 2009. Disponible en : https://publications.iom.int/system/files/pdf/mali_profile_2009.pdf Consulté le 4 janvier 2020.

République du Mali a une population de 19,1 millions d'habitants². La langue officielle est le français, bien qu'il y ait plus de quinze langues, la plus parlée est le bambara.

Après avoir obtenu l'indépendance de la France en 1960, la situation politique du Mali a été très instable, ce qui a conduit à des coups d'État en 1968 et 1991. En 2011, après le déclenchement de la guerre de Libye, avec l'accès aux armes facilité, les milices touaregs se sont rebellées en 2012 en coalition avec le groupe islamiste local Ansar Dine de Iyad Ag Ghaly. La mauvaise action du gouvernement et son manque d'efficacité dans la lutte ont conduit à un coup d'État en mars 2012³. La CEDEAO a porté un président civil au pouvoir grâce à l'opération AFISMA⁴. Les militants islamistes, séparés des Touaregs, se sont autoproclamés «État islamique de l'Azawad» dans trois régions : Gao, Tombouctou et Kidal.

En septembre 2012, les Nations Unies ont approuvé la Résolution 2085 pour la restauration et l'intégrité du Mali et le soutien à AFISMA. La Résolution 2100 du Conseil de Sécurité des Nations Unies a modifié l'opération africaine AFISMA par la MINUSM sous les casques bleus⁵. De même, en 2013, l'Union Européenne a lancé une opération de formation des forces armées, appelée EUTM - Mali⁶. Un accord de paix et réconciliation a été signé en 2015⁷. Malgré cela, des groupes armés mènent toujours des actions terroristes et violentes⁸.

² DAES (1). Population Mali. ONU. 2019. Disponible en :

https://migrationdataportal.org/es/data?i=stock_abs_&t=2019&cm49=466 Consulté le 3 janvier 2020.

³ PUJOL CHICA, Irene. The strategic role of women in Mali's peacebuilding process. Article d'Opinion IEEE 17/2020. http://www.ieeee.es/Galerias/fichero/docs_opinion/2020/DIEEE017_2020IREPUJ_Mali.pdf Consulté le 27 mars 2020.

⁴ Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (African-led International Support Mission to Mali). *Ibidem*

⁵ L'armée de l'air. Mission : Barkhane, histoire. Disponible en :

<https://ejercitodelaire.defensa.gob.es/EA/ejercitodelaire/es/misiones/mision/3afa1682-a9f5-11e8-bbc9-0050568f3306/> Consulté le 11 de août 2020.

⁶ Ministère de la Défense. EUTM-Mali. Disponible en :

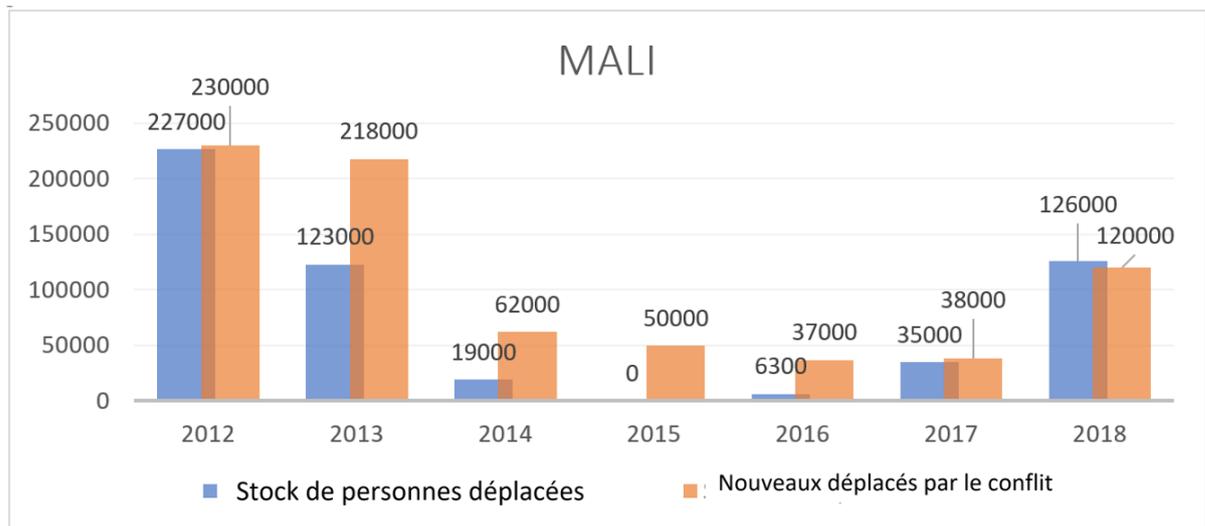
https://www.defensa.gob.es/misiones/en_exteriores/actuales/listado/eutm-mali.html Consulté le 17 mars 2020. Visite à l'UTM - Mali le 12 avril 2020 Observation participant.

⁷ MAEC. Profil du pays : Mali. Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération de l'Espagne. Mise à jour en mai 2019. Disponible en :

http://www.exteriores.gob.es/Documents/FichasPais/MALI_FICHA%20PAIS.pdf Consulté le 27 décembre 2019.

⁸ AL JAZEERA NEWS. "Mali in crisis: The fight between the Dogon and Fulani ". *Talk to Aljazeera in the Field*, 24 août 2019, disponible en:

Ce conflit a provoqué des centaines de milliers de déplacements, de migrations forcées et de réfugiés maliens. Le nombre total de réfugiés au Mali est de 26.500, la plupart d'entre eux venant de Mauritanie et du Burkina Faso. D'autre part, il y a 158.200 réfugiés maliens dans différents pays.



Graphique 1. Nombre de personnes déplacées à cause du conflit

Élaboration propre au travers d'information extraite de « Internal Displacement Monitoring Centre »

Selon la Commission des Mouvements de Population du Mali, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) est de 168.515, les régions de Gao et de Mopti étant les plus importantes.

Dans ce contexte, l'Afrique de l'Ouest est une région caractérisée par une forte mixité de sa population et raison du nombre élevé de personnes déplacées, de réfugiés et de migrants. Le 28 mai 1975, la CEDEAO a été créée pour faciliter la création d'un espace socio-économique commun entre 15 pays d'Afrique de l'Ouest. En 1979, le protocole pour la libre circulation des personnes, des biens et des services entre ces pays a été ratifié⁹. Les migrants travaillent souvent dans l'économie informelle et ils sont particulièrement vulnérables à l'exploitation et à la marginalisation¹⁰.

<https://www.aljazeera.com/programmes/talktojazeera/inthefield/2019/08/mali-crisis-fight-dogon-fulani-190822125317990.html>

⁹ CEDEAO (1). Workshop on CEDEAO Free Movement Protocol for Nigerian Immigration Operatives, 20 agosto 2011, Abuja Nigeria.

¹⁰ ACNUDH (1). Call for applications: Grants to support access to justice for migrants in West Africa. 29 de abril de 2019. Disponible en: <http://www.westafrica.ohchr.org/Call-for-applications-Grants-to-support-access-to-justice-for-migrants-in-West.html> Consulté le 2 de janvier 2020.

Régions	Nombre de personnes
Bamako	1884
Gao	35890
Kayes	1050
Kidal	890
Koulikoro	2031
Menaka	16001
Mopti	57894
Segou	21906
Sikasso	2598
Tombouctou	28271
Nombre total	168515

Tableau 1. Personnes déplacées par localisation au Mali au 31 juillet 2019

Source : Commission des Mouvements de Population (CMP)

Malgré cette liberté de circulation, les violations et agressions sont constantes sur ces routes, dont 72% sont commises par la police des frontières et des gendarmes¹¹. En outre, les migrants doivent faire face à des irrégularités telles que le paiement non-officiel ou «en noir» aux frontières afin de pouvoir continuer leur chemin¹². Sinon, ils doivent se frayer un chemin sur des routes secondaires où la possibilité d'une attaque par des groupes armés est très élevée.

¹¹ DANISH REFUGEE COUNCIL. « Mali. Rapport monitoring des migrations mixtes. Protéger les personnes en mouvement de Bamako à Gao ». 2019. pp. 3-5. Consulté le 20 mars 2020.

¹² AGYEI. J., y CLOTTEY., E. Operationalizing ECOWAS Protocol on Free Movement of People among the Member States: Issues of Convergence, Divergence and Prospects for Sub-Regional Integration. 2007. p.9. Disponible en : <https://www.migrationinstitute.org/publications/operationalizing-ecowas-protocol> Consulté le 25 mars 2020.



Carte 2. Principales villes sur les routes migratoires vers l'Europe au Mali
Élaboration propre. Carte extraite d'ALAMY

De même, les migrants qui traversent le Mali pour se rendre au Maghreb sont exposés au risque d'être kidnappés et devenir ainsi victimes du trafic humain¹³. Le travail forcé dans les mines de sel de Taoudenni dans le nord du pays est remarquable. Des femmes et des jeunes filles sont transportées, pour trafic sexuel, vers le Gabon, la Libye, le Liban et la Tunisie¹⁴.

La République du Mali est un pays de tradition migratoire, non seulement en raison des facteurs d'expulsion mentionnés ci-dessus, mais aussi en raison du contexte culturel du voyage¹⁵. Selon les estimations des Nations Unies, depuis 1950, le Mali a toujours eu un taux de migration nette négatif¹⁶. Dans les années 1990, la différence s'est encore

¹³ BALLO. *op. cit.*

¹⁴ CIA. *The World Factbook. Mali. 18 de diciembre de 2019.* Disponible en: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ml.html> Consulté le 28 décembre 2019.

¹⁵ Entretien avec le Dr Brema Ely Dicko, chef de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation du Mali. Bibliothèque Nationale de Bamako. 25 mars 2020.

¹⁶ Selon la "Division de la population des Nations Unies", le solde migratoire est : "le total net des personnes qui ont migré sur une période de cinq ans. Il est calculé comme la différence entre les immigrants et les émigrants, y compris les citoyens et les non-citoyens". Ainsi, les immigrants au Mali sont un nombre de moins que ceux qui quittent le pays.

accentuée et s'est réduite depuis. Cependant, à partir de 2005, elle a été encore plus importante, avec -302.000 entre 2010 et 2015¹⁷.

Profils migratoires au Mali: émigration, immigration et pays de transit.

L'émigration est une pierre angulaire dans le passage de l'enfance à l'âge adulte. Depuis l'indépendance jusqu'aux années 1980, la majorité des migrations de main d'œuvre étaient masculines, mais aujourd'hui le nombre de femmes dépasse celui des hommes¹⁸. Bamako est le point principal des flux migratoires dans le pays en raison de sa centralisation économique et de son accessibilité, suivi par la région de Ségou¹⁹.

Après la décolonisation, entre 1960 et 1970, un grand nombre de personnes est parti vers la France²⁰. Une émigration très prononcée a été constatée dans les années 1980 et 1990²¹. Le nombre total d'émigrants en 2019 était de 1.300.000²². Selon le CIGEM, Centre d'Information et de Gestion des Migrations²³, environ 96,5% des Maliens qui ont émigré se trouvent en Afrique de l'Ouest et 2,7% en Europe, dont la moitié en France. Les envois de fonds constituent une part importante du revenu familial²⁴. En effet, 5,1% du PIB en 2019 provenait des envois de fonds personnels reçus²⁵.

¹⁷ DAES (2). Dynamique des populations. 2010. Disponible en:

<https://population.un.org/wpp/Download/Standard/Migration/> Consulté le 5 janvier 2020.

¹⁸ LESCLINGAND, M, y HERTRICH, V. *When Girls take the Lead: Adolescent Girls' Migration in Mali*. 2017. p.67

¹⁹ DICKO, B.E. « La gouvernance de la migration malienne à l'épreuve des injonctions contradictoires de l'UE ». Décembre 2018. Disponible en : <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/mali/15441.pdf> Consulté le 5 janvier 2020.

²⁰ CHAUVET, L. GUBERT, F. MERCIER, M., MESPLÉ-SOMPS, SM. "Migrants' Hometown Associations and Local Development in Mali". *The Scandinavian Journal of Economics*. 2015.

²¹ TOUNKARA, M. « Les itinéraires migratoires illégaux des Maliens ». *L'autre*, Vol. 18, n.°1. 2017.

Disponible en <https://revuelautre.com/articles-dossier/itineraires-migratoires-illegaux-maliens>

²² DAES (2). *op. cit.*

²³ Le CIGEM a été créé en 2008 par un accord entre l'Union Européenne et le gouvernement du Mali pour définir et mettre en œuvre une politique migratoire liée à la migration et au développement.

²⁴ KOMENAN, D. G. G. *op. cit.* p.6

²⁵ ONU DAES. International migrant stock 2019. 2019. Disponible en :

<https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimates19.asp> Consulté le 3 janvier 2020.

En ce qui concerne l'immigration au Mali, à la mi-2019, le nombre total de migrants internationaux²⁶ au Mali était de 468.200, ce qui représente 2,4% de la population totale du Mali²⁷.

Années	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2019
Stock migratoire international au Mali (% de la population)	1,90	1,8	1,7	2,0	2,3	2,4	2,4
Migrants internationaux (en milliers)	160,7	172,6	189,5	256,8	339,4	420,5	468,2
Migrants internationaux par groupe d'âge (%)							
0-19	52,0	53,2	53,9	33,2	44,2	26,6	21,3
20-64	42,8	41,8	42,4	62,4	53,4	70,2	74,8
+65	5,2	5,0	3,7	4,4	2,4	3,2	3,9

Tableau 2 : Stock Migratoire International au Mali (%population) de 1990 à 2019 Source: UN DESA

Actuellement, les migrants arrivant au Mali viennent principalement de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et de Guinée²⁸.

Enfin, le transit par le Mali est souvent un moyen de quitter le continent africain. La situation précaire du Mali, due à la pauvreté et aux conflits armés, fait de ce pays un lieu de subsistance jusqu'à ce que la route se poursuive.

²⁶ Selon la définition fournie par les Nations Unies (1998) : un migrant international est "une personne qui change de pays de résidence habituelle".

²⁷ ONU DAES. *op.cit.*

²⁸ OIM (1). "Migration governance profile: Republic of Mali". Mayo de 2018. Disponible en: <https://migrationdataportal.org/sites/default/files/2019-07/Migration%20governance%20profile-%20Republic%20of%20Mali.pdf> Consulté le 28 décembre 2019.

Politiques migratoires du gouvernement du Mali

Le Mali, en tant que pays ayant une tradition d'hospitalité et une culture de la mobilité profondément enracinée, soutient des politiques migratoires non restrictives²⁹. Le principal organe responsable de la gestion des migrations est le Ministère des Maliens de l'Étranger et de l'Intégration Africaine.

Il y a deux étapes distinctes dans les politiques migratoires du Mali : avant le dernier coup d'État en 2012, il n'y avait pas de contrôle des migrations dans le nord du pays et il n'y avait pas de politique migratoire globale ; et après le déclenchement du conflit armé, où la mobilité de milliers de personnes, les politiques d'endiguement des migrants de l'Union Européenne³⁰ et le caractère dangereux des routes migratoires ont incité le gouvernement à développer un contrôle accru visant sa politique migratoire et la régularité du départ des migrants maliens³¹. C'est dans cette optique qu'a été créée la Politique Nationale de Migration (PONAM), soutenue par un plan d'action en 2014³². Son principal objectif est de gérer les migrations dans le cadre des normes internationales et de lier les migrations et le développement³³. Depuis 2008, le gouvernement mène des campagnes de sensibilisation aux risques de la migration vers l'Europe³⁴.

²⁹ BALLO. *op. cit.* p.15

³⁰ Dans ce contexte, l'Union Européenne a financé avec 426 millions d'euros pour l'aide au développement et le contrôle des migrations. Source: OIM (1). *op. cit.*

³¹ TRAUNER, F. y DEIMEL, S. The Impact of EU Migration Policies on African Countries: the Case of Mali. OIM. Vol. 51 (4). 2013.

³² BABA AKHIB HAIDARA. Contribution du Médiateur de la République. Page web officielle de l'Ombudsman du Mali. Disponible en: <http://www.mediateurdumali.com/index.html> Consulté le 4 janvier 2019.

³³ ACNUDH (1). *op. cit.*

³⁴ Entretien à Dr. Salía Sinaly Traore. *op. cit.*

Évolution des institutions nationales de Droits de l'Homme

Au niveau mondial et sur recommandation des Nations Unies

La figure du Médiateur ou Ombudsman a son origine en Suède, qui est née comme représentant et médiateur pour surveiller les actions des autorités publiques³⁵. Progressivement, la protection des Droits de l'Homme a été incluse dans cette institution ou bien ce sont créés des nouvelles institutions.

En septembre 1978, un séminaire sur les Institutions Nationales pour la Promotion et la Protection des Droits de l'Homme (INDH) s'est tenu à Genève. Suite à cela, les Nations Unies ont publié la résolution 33/46 sur ce sujet³⁶. Le Centre pour les Droits de l'Homme³⁷ a organisé une réunion internationale en octobre 1991 où ont été publiés les "Principes de Paris", qui garantissent l'indépendance et le bon fonctionnement des institutions. Parmi ses compétences, la possibilité de faire des recommandations et des rapports sur la situation des Droits de l'Homme, promouvoir une législation conforme aux principes internationaux, favoriser une culture de lutte contre la discrimination et sensibiliser la population à ces droits³⁸.

³⁵ Son origine remonte à 1713, lorsque le Roi Charle XII avait besoin d'une personne pour contrôler la fonction publique en son absence. Source : CASTAÑEDA. M., La protection non-juridictionnelle des Droits de l'Homme au Mexique. Chapitre I. L'origine du Médiateur. Commission Nationale des Droits de l'Homme. Bibliothèque juridique virtuelle de l'Institut de Recherche Juridique de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM) pp. 13-15. Disponible en : <https://archivos.juridicas.unam.mx/www/bjv/libros/10/4885/4.pdf> Consulté le 12 décembre 2019.

³⁶ Assemblée générale des Nations Unies. Résolution 48/134 du 20 décembre 1993. Disponible en : https://www.oas.org/dil/esp/Res_48-134_UN.pdf

³⁷ Créé en 1980 lorsque le programme des droits des Nations Unies a été transféré à Genève. Source : OACDH. Brève histoire. Disponible en : <https://www.ohchr.org/SP/AboutUs/Pages/BriefHistory.aspx> Consulté le 23 janvier 2020.

³⁸ ACNUR. Principes relatifs au statut et au fonctionnement des institutions nationales pour la protection et la promotion des Droits de l'Homme Disponible en : <https://www.acnur.org/fileadmin/Documentos/Proteccion/2011/5037.pdf?view=1> Consulté le 29 avril 2020.

En juin 1993, la première conférence mondiale sur les Droits de l'Homme de l'après-Guerre Froide s'est tenue à Vienne³⁹. Cela a abouti à la Déclaration et au Programme d'Action de Vienne, qui consacre l'importance de la promotion et de la protection des droits et des libertés énoncés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948⁴⁰. En décembre 1993, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 48/134 sur les Institutions Nationales pour la Promotion et la Protection des Droits de l'Homme et le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) a été créé. L'Alliance Mondiale des Institutions Nationales des Droits de l'Homme, ci-après dénommé GANRHI par la nomenclature en anglais, a également été créée. Elle examine le degré de conformité avec les principes de Paris⁴¹. Elle a été subdivisée en fonction de la région géographique.

Niveau africain

Dans le cas de l'Afrique, c'est le Réseau des Institutions Nationales Africaines des Droits de l'Homme, ci-après dénommé RINADH, qui soutient la création et le renforcement de ces institutions sur le continent, et qui facilite la coordination et la coopération entre elles et d'autres acteurs clés des Droits de l'Homme⁴². En raison de la gravité concernant les violations des droits des migrants au cours de leur voyage à travers l'Afrique, le RINADH a décidé de créer un groupe de travail sur la migration, composé de cinq représentants du continent⁴³. Dans cette optique, elle encourage les

³⁹ La première a eu lieu à Téhéran en 1968 pour commémorer les 20 ans de la Déclaration des Droits de l'Homme. Source : BOYLE, K. «Stock-Taking on Human Rights: The World Conference on Human Rights, Vienna 1993». 1995.

⁴⁰ ACNUDH (2). Vienna Declaration and Programme of Action. Disponible en : <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/vienna.aspx> Consulté le 23 janvier 2020.

⁴¹ GANRHI. Accreditation status as of 17 November 2019. Disponible en :

<https://nhri.ohchr.org/EN/Documents/Status%20Accreditation%20-%20Chart%20%28%2027%20November%202019.doc%29.pdf> Consulté le 11 janvier 2020.

⁴² RINADH. Site web officiel. About Nanrhi. Disponible en : <https://www.nanhri.org/about-nanhri/> Consulté le 9 novembre 2019.

⁴³ Il s'agit de la CNDH du Maroc, qui représente l'Afrique du Nord et préside le groupe de travail, et des INDH du Niger, de la République démocratique du Congo, du Kenya et du Zimbabwe, qui représentent respectivement l'Afrique occidentale, centrale, orientale et australe. Source : CNDH Maroc (2). Egypte : Adoption du plan d'action du Groupe de travail sur la migration du RINADH avant sa soumission à l'AG du RINADH en marge de la 12ème Conférence biennale. Novembre de 2019. Disponible en : <https://www.cndh.ma/fr/actualites/egypte-adoption-du-plan-daction-du-groupe-de-travail-sur-la-migration-du-rinadh-avant-sa> Consulté le 6 janvier 2020.

INDH à soutenir les gouvernements dans l'adoption de normes internationales sur les migrations, telles que le cadre Politique sur les Migrations de l'Union Africaine ou le Pacte Mondial sur les Migrations⁴⁴.

Niveau National malien

Le Mali dispose d'un médiateur, ou ombudsman, qui est chargé de recevoir les plaintes des citoyens concernant le fonctionnement des administrations de l'État. Il prévoit également l'existence d'une institution indépendante appelée "Commission Nationale des Droits de l'Homme" pour la promotion et la protection des Droits de l'Homme.

Médiateur malien

Établie en mars 1997 en tant qu'autorité indépendante des autres pouvoirs publics. En ce qui concerne les questions de migration, selon le médiateur, Baba Akhib Haidara, le médiateur n'a pas la capacité de servir de médiateur entre les migrants et l'administration en raison de son "absence de statut juridique défini par rapport aux lois nationales, en particulier pour les personnes en situation irrégulière"⁴⁵.

Commission Nationale des Droits de l'Homme

L'institution dont la mission principale est la promotion et la protection des Droits de l'Homme est la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), créée en 2009⁴⁶ et renouvelée en 2016⁴⁷. Selon le président Aguibou Bouare, c'était dans le contexte des conflits et des violations systématiques des droits de l'homme qu'il y a eu la volonté politique de créer de nouvelles racines⁴⁸.

La CNDH collabore avec des organisations internationales qui veillent à la protection des Droits de l'Homme comme la MINUSMA, pour la surveillance dans les zones de

⁴⁴ Entretien avec Ghizlane Kabbaj, responsable des autres institutions des droits de l'homme au Conseil National des Droits de l'Homme du Maroc. Rabat. 5 mars 2020.

⁴⁵ AKHIB HAIDARA, B. *op. cit.*

⁴⁶ RINADH. Information sur la CNDH du Mali. Avril 2016. Disponible en: <https://www.nanhri.org/wp-content/uploads/2016/04/MALI.pdf> Consulté le 30 décembre 2019.

⁴⁷ OIT. Mali. Dispositions générales. OIT. Disponible en: https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=fr&p_isn=103127&p_count=12&p_classification=01 Consulté le 29 décembre 2019.

⁴⁸ CNDH Mali (1). Rapport Annuel sur la situation des Droits de l'Homme au Mali en 2018. 2019. Bamako. p.8. Consulté le 16 mars 2020.

conflit, et avec différentes agences de coopération. Elle reçoit également des fonds de l'Union Européenne⁴⁹. Les textes fondateurs de la Commission assurent l'indépendance financière et le contrôle autonome des fonds⁵⁰.

Selon le Magistrat Mahamane A. Maiga, en charge de la sous-commission de protection des Droits de l'Homme : «le rôle de la CNDH dans le domaine des migrations est très peu avancé, d'abord en raison de la nouveauté de cette CNDH, qui a été créée en 2016, mais il a fallu attendre 2018 et 2019 pour qu'elle commence réellement à fonctionner. Ensuite, en raison du conflit qui sévit dans le pays, les priorités sont accordées aux groupes de personnes encore plus vulnérables que les migrants qui passent par le Mali. Toutefois, le plan de travail 2021 intégrera la protection des personnes déplacées à l'intérieur du pays, des réfugiés et des migrants»⁵¹.

Le nouveau Plan d'Action Annuel, à part l'intégration de la question des personnes vulnérables, intégrera aussi la protection des réfugiés maliens en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso, ainsi que le trafic des personnes et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Depuis récemment, l'institution collabore également avec le Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire, qui élabore une loi sur les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Dans ce projet de loi, la CNDH a apporté une contribution conformément au Protocole de Maputo. La CNDH travaille actuellement avec des organismes étrangers, et en mars 2020, un protocole a été signé avec le Conseil Danois pour les Réfugiés afin d'étudier la situation des routes migratoires⁵².

Malheureusement, en raison de la crise COVID-19, la planification de l'agenda 2020 a été retardée. Comme dernière contribution, le Magistrat Maiga a assuré que: «la promotion et la protection de ces groupes seront lancées avec plus d'intensité et qu'elles seront discutées à l'Assemblée nationale et avec le Président de la République pour sa résolution ultérieure»⁵³.

⁴⁹ Entretien au Magistrat Mahamane A. Maiga. CNDH. Bamako. 20 mars 2020.

⁵⁰ CNDH. Décret Fonctionnement de la CNDH. Documentation. Disponible en : https://cndhmali.com/wp-content/uploads/2020/02/Decret_fonctionnement_-de_-la_CNDH.pdf Consulté le 29 juillet 2020.

⁵¹ *Verbatim*. Entretien au Magistrat Mahamane A. Maiga. *op. cit.*

⁵² *Ibidem*.

⁵³ *Verbatim. Ibidem*.

Conclusion et recommandations

Le rôle de l'institution du médiateur malien en matière de migration est très peu avancé. La CNDH est consciente de l'urgence et de la nécessité de fournir une protection à ces groupes, c'est pourquoi elle commencera en 2021 à travailler activement en faveur des personnes déplacées, des migrants et des réfugiés. Cependant, il serait essentiel que la CNDH exerce son rôle en intervenant pour protéger et promouvoir les droits des migrants.

Par rapport au gouvernement malien, il doit faire avancer ces tâches. D'une part, en augmentant le financement fixe, en sauvegardant l'indépendance de la gestion financière de l'institution, et d'autre part, en promouvant de manière structurelle une culture des droits de l'homme dans la société, notamment auprès des autorités aux postes frontières et des migrants eux-mêmes.

C'est pourquoi je considère qu'il est essentiel, dans le cadre du développement de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, de dissocier complètement le financement extérieur afin que ses tâches ne soient pas affectées lorsque la coopération internationale est moindre. Dans cette optique, l'autonomie par rapport à l'aide extérieure doit être obtenue en renforçant le système de gouvernance. De même, il est substantiel de renforcer l'influence qu'il peut avoir sur la législation et la mise en œuvre dans toutes les questions relatives aux droits des migrants. Ainsi, l'objectif ultime de cette institution, qui est de sauvegarder les droits des individus lorsqu'une violation est commise, sera soutenu.

*Blanca Garrido Martín**

Diplômée du Master Officiel en Migrations Internationales
par l'Université Pontificale de Comillas

Chercheuse à l'organisation ACUMEN à Bamako